



Municipales : le Medef Ile-de-France entre dans le débat

Hugues Boulet

La représentation francilienne de l'organisation patronale a livré le 4 février une série de propositions aux candidats pour favoriser la vie des entreprises et de leurs salariés. Des améliorations en matière de transport et de logement figurent au cœur de leurs attentes.

Mobilité contrariée, instabilité fiscale, complexité de l'accès au logement pour les salariés, rareté du foncier destiné à l'industrie... Selon le Medef Ile-de-France, développer son activité en région parisienne est loin d'être une sinécure pour les entreprises, au point que le président de l'organisation patronale, Daniel Weizmann, s'inquiète du « départ à terme d'un certain nombre de dirigeants pour la province, plus accueillante ».



Les responsables du Medef Ile-de-France ont présenté le 4 février, une liste de propositions en direction des candidats aux prochaines élections municipales ©Jgp

Pour ne pas en arriver là, le Medef francilien a choisi de passer à l'offensive et de présenter, le 4 février, une liste de propositions en direction des candidats aux prochaines élections municipales. Et, sans surprise, c'est la question des transports qui arrive en tête des préoccupations des entrepreneurs.

Sous la thématique « Mobilité : évitez l'embolie ! », Hugues Pouzin, président du Gatmarif (Groupement des activités de transport et de maintenance de la région IDF) a dressé un tableau sombre de la situation, caractérisée par « une difficulté d'accès des salariés à leur entreprise, qui pose problème car le télétravail ne résout pas tout ».

Voies dédiées aux véhicules propres



Le Medef propose la « multiplication des parkings relais à tarif réduit en périphérie et l'ouverture des transports en commun 24 h sur 24 et 7 j sur 7 ». Le représentant du Medef a également mis l'accent sur la question de la logistique : « Nous rencontrons des difficultés d'acheminement des matières, des machines et des entreprises alors que les flux ne cessent de croître. Il existe aussi une insuffisance de l'offre immobilière logistique. » Pour plus de fluidité, l'organisation patronale préconise de « créer des voies dédiées (ou d'ouvrir les voies de bus) aux véhicules professionnels à faibles émissions et leur permettre le stationnement gratuit », ainsi que « d'augmenter les emplacements de livraison sur la voirie ».

Trop peu de logements intermédiaires

Autre sujet central, en lien d'ailleurs avec celui de la mobilité : le logement. Jean-Luc Tuffier, président de la Commission Croissance et Territoire du Medef IDF, regrette que, faute d'habitat à un prix raisonnable, « les salariés les plus modestes et leurs familles soit repoussés à la périphérie de la région, augmentant les temps de déplacement et provoquant la congestion des axes de circulation ».



Daniel Weizmann, président du Medef Ile-de-France. ©Jgp



Pierre Berthet, président du GIM. ©Jgp



Hugues Pouzin, président du Gatmarif. ©Jgp

Selon le représentant de l'organisation patronale, il faut que Paris et sa région soient « équilibrés entre leurs différentes zones et ne pas dédier certaines à un seul usage ». Pour résoudre ce problème, le Medef IDF propose notamment de « transformer 4 millions de m² de bureaux vacants en logements, de surélever les bâtiments quand cela est possible et enfin de développer l'offre de logements intermédiaires en faveur



des salariés des entreprises ». Sur ce dernier point, Jean-Luc Tuffier estime que « les immeubles neufs sont soit destinés au haut de gamme, soit au logement social, mais qu'il existe trop peu d'offres pour la classe moyenne. »

Réserver du foncier pour l'industrie

La question du tissu économique, en particulier la place de l'industrie dans la région, a aussi été pointée du doigt par les patrons franciliens qui craignent que la disparition des PMI « freine le déploiement des innovations conçues par ses multiples centres de recherche ». Ils préconisent de proposer une « offre foncière dédiée à la production dans le cadre des PLU ». Pour Pierre Berthet, président du GIM (Groupe des Industries Métallurgiques), « nous sommes bien conscients que les grandes industries ne reviendront pas en première couronne, mais il serait bien que des PMI de niches, qui travaillent par exemple pour des start-up industrielles, puissent y trouver leur place. Cela aurait des vertus environnementales. On parle de circuit court dans l'agriculture mais le raisonnement est le même dans l'industrie. » Enfin, le thème du tourisme a donné l'occasion au Medef IDF d'insister sur une nécessaire « régulation d'Airbnb, qui favorise un tourisme quantitatif, pour rétablir une équité de concurrence en faveur de l'hébergement hôtelier ».

Une fiscalité à modérer

Sans surprise, le Medef IDF a pointé du doigt une « surcharge de taxes » qui doit cesser pour créer « davantage de compétitivité ». Si, dans ce domaine, tout ne dépend pas des municipalités, l'organisation patronale francilienne met tout de même en avant une instabilité chronique de la fiscalité locale, ainsi que des augmentations de taux arbitraires. « En Ile-de-France, nous sommes particulièrement gâtés, car il existe pas mal de taux spécifiques à la Région », a ironisé Daniel Weizmann, le président de l'antenne francilienne de l'organisation patronale. Il appelle donc à la « modération fiscale quant aux évolutions de taux et d'assiettes de la taxe foncière, de la cotisation foncière sur les entreprises, de la taxe d'enlèvement sur les ordures ménagères ou du versement transport ».